

Rapports réciproques entre Québec solidaire et les mouvements sociaux

Une réaction et ma réponse à mon texte [Québec solidaire et Syriza](#) posant l'enjeu des rapports réciproques entre Québec solidaire et les mouvements sociaux

Marc Bonhomme

Bonjour Marc,

Une réaction à chaud à ton texte, qui me paraît pertinent et utile. Je retiens comme passage-clé «si le mouvement social est au rendez-vous»...! De mes conversations avec des militants de comté de QS, je retiens leurs frustrations devant les calculs électoralistes porteurs de censure. Et peut-être un tel «pragmatisme» inhibiteur est-il inévitable pour un parti politique, alors que le mouvement social, fonctionnant par coalitions, peut se permettre des stratégies beaucoup plus souples, soit de collaborer de bonne foi avec toute initiative institutionnelle progressiste tout en maintenant ostensiblement la menace et au besoin la mise en œuvre de confrontations plus musclées sur la base de ses revendications plus radicales (les mines, le pétrole et la régulation politique de la finance me semblent les dossiers actuels les plus chauds). Il me semble observer chez certains militants étudiants une forme d'intelligence stratégique réconfortante.

[Signature]

Salut -----

Tu poses la question complexe du rôle du parti versus celui des organisations populaires et syndicales et les rapports entre les deux. Pour la direction de Québec solidaire, la réponse est assez simple, soit celle traditionnelle de la social-démocratie devenue social-libéralisme. Les partis (de gauche) s'occupent des élections, les mouvements sociaux de la lutte sociale. Les premiers appuient les luttes des seconds et les seconds mobilisent pour voter pour les premiers. Le modèle suppose que l'orientation politique des uns et des autres se ressemble comme des frères jumeaux.

Le mouvement social étant par définition multi-partis – on y trouve par exemple beaucoup de membres et même de militants péquistes – et devant tenir compte du rapport de forces de l'immédiate conjoncture, en plus de se diviser en spécialités, ses revendications sont en général limitées. Par exemple, la grande mobilisation du printemps érable ne revendiquait que le statu-quo. Par contre, le parti est à adhésion volontaire -- donc pas de péquistes -- n'a pas à coller sur la conjoncture, même s'il doit en profiter et tenir compte de l'évolution des rapports de forces, et propose un programme général qui doit être une alternative sociétale. On doit donc s'attendre, en temps « normal », à ce que le programme / plate-forme / prises de position du parti soient plus radicaux que les revendications du mouvement social. Mais en temps de grande mobilisation sociale, par exemple un printemps érable avec une « grève sociale », qu'on pourrait qualifier de moment pré-révolutionnaire, le programme du parti, en

autant qu'il est anticapitaliste, tend à fusionner avec les aspirations du mouvement social.

Or la conception social-démocrate / social-libérale donne un mouvement contraire. Comme ces partis n'ont en vue que les résultats électoraux du moment, pour obtenir l'appui des mouvements sociaux, dont l'opinion moyenne, en temps « normal », est, disons, péquiste -- ici, il faut pleinement tenir compte du lavage de cerveaux médiatique, scolaire et familial sans oublier la mainmise des bureaucraties syndicales et autres dont les salaires et statut social font qu'ils sont très à l'aise avec le statu-quo -- ils rabaissent plutôt leur politique au niveau des mouvements sociaux, en particulier des plus importants. Pour contrôler le mécontentement de leurs membres, souvent la majorité, la direction du parti doit alors développer de sophistiquées techniques de filtrage, comme c'est expliqué dans mon article, et surtout développer un vedettariat des chef / porte-parole à qui on fait confiance plus ou moins aveuglement, particulièrement pour la grande majorité des membres pas ou peu militants... sans compter le cynisme des carriéristes au fur et à mesure que le parti se rapproche de la majorité parlementaire.

Un parti de la rue, qui participe cependant aux élections parce que c'est là un moment privilégié de politisation et de possibilité de pénétrer les institutions – mais gare au confort parlementaire et à la distanciation de la rue – et parce que celles-ci sont le résultat de luttes séculaires prolétarienne, féministe et autochtone, proposera plutôt aux mouvements sociaux l'horizon de son programme tout en respectant l'autonomie des mouvements sociaux. Cet horizon stimule la mobilisation sociale, surtout s'il est crédibilisé par un électorat significatif obtenu sans compromissions, parce qu'il permet de voir au-delà des revendications immédiates.

Cet horizon -- à mon avis qui devrait être, pour faire court, l'indépendance pour exproprier les banques et pour sauver la langue afin de réaliser le plein emploi écologique -- est nécessaire pour, à partir d'une mobilisation de grande ampleur comme aurait pu l'être une « grève sociale » sur la base du printemps érable, la développer en mouvement de prise de pouvoir par la rue. Seul un tel mouvement serait en mesure de vaincre la résistance de la finance et des transnationales, et de rallier le soutien ou la sympathie des peuples autochtone, canadien et étasunien pour empêcher une intervention extérieure, pour que le peuple québécois puisse mettre en vigueur le programme anticapitaliste que lui propose le parti.

La seule conquête de la majorité parlementaire, ce qui n'a rien à voir avec le pouvoir qui essentiellement réside dans les officines d'Ottawa et de Washington et dans les sièges sociaux des grandes banques et des transnationales, ne donne le droit qu'à la bureaucratie partidariaire d'avoir sa part du gâteau pour renoncer à une alternative au capitalisme afin de gérer le système tout en contrôlant les frustrations populaires. Cependant, la présence parlementaire et encore plus une majorité parlementaire par un parti de la rue pourrait servir de tremplin afin de susciter une grande mobilisation permettant au parti d'instaurer son programme ou tout au moins commencer à le faire en attendant que le peuple mobilisé se dote de sa propre organisation démocratique de la base au sommet. Mais c'est là une voie semée d'embûches qui jusqu'ici n'a pas de précédents historiques. Par contre, les partis communistes, sociaux-démocrates, travaillistes et populistes qui ont renié leur programme pour jouir des prébendes du pouvoir sont légions.

La dialectique parti – mouvement social n'a pas toutefois à être harmonieuse d'un bout à l'autre. Il appartient au parti de critiquer les directions des mouvements sociaux quand elles s'enlisent dans la « concertation » ou, parfois, le sectarisme.

Le parti aurait dû, par exemple, critiquer l'acceptation par la bureaucratie syndicale, en juin 2010, de la mauvaise convention collective du secteur public contestée, loin du bruit des médias même de gauche, par une substantielle minorité syndicale. Lors du printemps érable, dès son congrès de la fin avril 2012 au sommet de la mobilisation étudiante, le parti aurait dû appeler à la « grève sociale » alors que les bureaucraties syndicales, surtout à la CSN, résistaient à une poussée en ce sens des militantes et que la direction de l'ASSÉ se cantonnait dans la « grève générale illimitée » des seules étudiantes. Vice-versa, le mouvement environnemental devrait critiquer publiquement la direction du parti pour ne pas déclarer publiquement son opposition ferme à tout transport par pipeline ou par train, sur le territoire québécois, de pétrole ou gaz bitumineux ou schisteux.

Solidairement

Marc Bonhomme, 9 août 2013

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca
